



Grenoble, le 22 avril 2020

Adresse unitaire aux travailleurs.euse.s et leurs représentant.e.s du département de l'Isère

Depuis le début de la crise sanitaire, nos organisations n'ont eu de cesse d'exiger la fermeture des entreprises dont les activités ne sont pas essentielles afin de préserver la santé des travailleur.euse.s.

Dans de trop nombreuses entreprises, il a souvent fallu que les salarié.e.s fassent valoir leur **droit de retrait** ou que **des droits d'alerte pour danger grave et imminents (DGI)** soient mis en œuvre par les représentant.e.s du personnel **pour obtenir le respect des règles de sécurité ou l'arrêt de la production.**

Les interventions du Président de la République, tantôt martiales, tantôt empathiques, teintées de mea culpa et de charité, ont pour seul but de rassurer une population confrontée à une pandémie mondiale et particulièrement inquiète.

Cependant, ces déclarations dissimulent mal **la pénurie de moyens de nos services publics** - pénurie organisée, planifiée depuis des années par les gouvernements successifs - qu'elles ne font que renforcer l'immense et légitime colère contre l'exécutif, d'autant que nombre de ses membres, **dont le président Macron lui-même**, ont mené et soutenu les nombreuses « réformes » destructrices depuis des années ! En affaiblissant les services publics, ces réformes ont grandement fragilisé nos moyens de lutte contre le virus.

Il y a à peine deux mois, **le gouvernement voulait détruire les régimes spéciaux de retraite des fonctionnaires**, et aujourd'hui ils sont les « *héros de première ligne* » ! Mais ils l'exigent tous (personnels hospitaliers, aides à domicile, assistantes maternelles, éboueurs, policier.e.s, pompier.e.s...) comme ils l'exigeaient depuis des mois : « *Nous voulons des moyens humains, des moyens matériels, une reconnaissance financière par le dégel du point d'indice et l'augmentation de nos salaires ! Tout de suite !* »

Et ce sont les mêmes exigences pour les travailleurs du privé !

Les responsables de cette crise : ceux qui ont permis aux grandes entreprises de s'exonérer pendant des années de cotisations sociales au détriment de la solidarité nationale. Les mêmes qui maintiennent 457 niches fiscales (CICE, CIR...), sans compter les aides publiques, pour un manque à gagner dans les caisses de l'Etat de 100 milliards d'euros/an (données 2008), qui permettent l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale à hauteur de 80 milliards d'euros/an ou continuent d'accorder aux **ultra-riches 3 milliards de bonus par an** avec la suppression de l'ISF.

On nous dit : « *Cette crise va coûter cher* ». Tout le monde l'a compris : pendant que les centaines de milliards sont débloqués pour les capitalistes, ce serait encore **aux travailleur.euse.s et à leur famille de payer la crise**, comme cela s'est passé en 2008 et 2009. **Cela ne doit pas être ! Nous refusons d'être les dindons de la farce ! Les responsables doivent payer, les responsables paieront !**

Avec les ordonnances prises du fait de « l'état d'urgence sanitaire », **le gouvernement, chaque jour détruit un peu plus nos services publics, nos droits sociaux, notre système de solidarité, tout en remettant en cause nos libertés fondamentales !** Et il se prépare à faire éponger les coûts de cette crise par les plus pauvres, tandis que les actionnaires du CAC40 continueraient à être servis - encore 53,4 milliards d'euros de dividendes (+ 5,9%) - pendant que le monde « *s'écroule* » !

Ne les laissons pas piétiner nos droits ! Qu'il s'agisse des congés payés, du droit aux vacances, du temps de travail, des rémunérations et des qualifications, et nos régimes de solidarité que sont la Sécurité sociale, les retraites, l'assurance chômage, nous combattons et combattons pied à pied les réformes néfastes en cours.

Parce que la santé est une priorité, dans les perspectives de reprise de l'activité et en l'absence de **mise en sécurité de toutes et tous par l'application stricte des règles sanitaires** (matériel unique pris en charge par l'employeur, restriction des cadences, etc), nous encourageons les salarié·e·s, du privé comme du public, à utiliser leur droit de retrait, les fiches de DGI (Danger grave et imminent), à interpeller l'Inspection du Travail, ou à se mettre en grève.

A l'approche du **1^{er} mai, journée internationale des travailleur·euse·s**, parce que **le « monde d'après » ne doit pas être celui d'hier**, nous appelons les salarié·e·s et leurs représentant·e·s syndicaux·ales dans les entreprises, services et collectivités à travailler dans l'unité et à s'organiser pour garantir les droits de toutes et tous dès aujourd'hui.

Contacts :

CGT 38	accueil@cgtisere.org	04 76 09 65 54
FO 38	udfo38@fo38.fr	04 76 09 76 36
Solidaires 38	solidaires.isere@orange.fr	06 72 32 77 09
FSU 38	fsu38@fsu.fr	04 76 09 13 60
UNSA 38	ud-38@unsa.org	06 35 06 38 22
CNT 38	ul38@cnt-f.org	